



CLUB CONVAINCRE DU RHONE

New letter Europe N° 63 du 12 Mai au 25 mai 2025



MARCHÉ UNIQUE : *plus simple, plus homogène et plus solide !*

Le 21 mai 2025, Stéphane Séjourné vice-président exécutif de la Commission européenne a présenté **la nouvelle stratégie pour le marché unique** afin de redonner de la vigueur à la libre circulation des biens, des services, des capitaux et des personnes en réduisant les obstacles qui freinent son développement et avec la volonté de faire du marché intérieur "*le meilleur choix pour les entreprises, les travailleurs et les consommateurs européens*" en devenant un levier central de croissance et de souveraineté économique en Europe. Dans un monde marqué par la volatilité économique et les tensions commerciales, le marché de l'UE est aujourd'hui le premier moteur de notre compétitivité, il a augmenté le PIB de l'UE d'au moins 3 à 4% et il a créé 3,6 millions d'emplois depuis sa création. Cette stratégie se concentre sur plusieurs priorités :

Le démontage des obstacles majeurs que sont la complexité des règles de l'UE, mais aussi des réglementations nationales restrictives et le peu de reconnaissance des qualifications professionnelles. **Donner un nouveau dynamisme au secteur européen des services** qui constitue la majeure partie de l'économie européenne dans l'énergie, les télécommunications, les transports et les services financiers. **Soutenir le développement et la croissance des PME** avec une nouvelle définition des petites entreprises à moyenne capitalisation pour permettre la croissance attendue de la valeur ajoutée des PME et de l'emploi. **Simplifier les règles existantes et faire de la numérisation la norme** afin de réduire les coûts administratifs. **Améliorer l'appropriation conjointe du marché unique** par la désignation dans chaque Etat membre d'un représentant chargé de superviser l'application des règles du marché unique.

Le Comité Économique et Social Européen (CESE) alerte sur **les dysfonctionnements du marché unique** qui pèsent sur le coût de la vie des européens par un avis adopté en avril 2025 et la vice-présidente du CESE Emilie Prouzet explique " *Depuis quelques temps, la*

hausse du coût de la vie affecte tout le monde et un certain nombre de dysfonctionnements propres à l'UE ont un impact ". Les contraintes d'approvisionnement territoriales en les segmentant et les re-nationalisant ont des effets sur les prix à la consommation. La faible reconnaissance européenne des qualifications professionnelles restreint la mobilité des travailleurs. Dans son rapport, Enrico Letta a souligné le manque de portabilité des droits sociaux comme entrave à cette mobilité. Ce sont les obstacles que la nouvelle stratégie pour le marché unique doit permettre de dépasser.

Source : *Toute l'Europe* du 16 mai 2025



ALLEMAGNE : Les priorités du nouveau chancelier Friedrich Merz !

Le 14 mai 2025, Friedrich Merz a prononcé son discours de politique générale devant le Bundestag où il a promis "l'**armée conventionnelle la plus forte d'Europe**" grâce à des investissements et un nouveau service militaire volontaire pour répondre à la menace russe. Il a affirmé que l'Allemagne refuserait toute paix dictée par la Russie et continuerait à soutenir l'Ukraine avec ses partenaires Européens et Américains. Dans la guerre en Ukraine "**Ce qui est en jeu en Ukraine n'est rien de moins que l'ordre de paix de tout notre continent**". Il a insisté sur la nécessité de maintenir l'unité entre les Européens et les Américains face aux menaces géopolitiques. Devant la crise humanitaire à Gaza, il a exhorté toutes les parties à éviter une famine dans la région et il a réaffirmé le soutien indéfectible de l'Allemagne à Israël.

Merz veut relancer le moteur économique et que l'Allemagne retrouve son rôle de **locomotive européenne**. Face à la récession sans précédent que subit son pays, le chancelier a présenté un paquet de mesures destinées à relancer l'économie "**Nous ferons tout notre possible pour remettre l'économie allemande sur un chemin de croissance, en investissant et en réformant, les deux choses vont de pair**" a déclaré Merz. Les mesures incluent des allègements fiscaux immédiats pour les investissements, une réduction progressive des taux d'imposition des sociétés et **150 milliards d'€** pour moderniser les infrastructures. Selon le contrat de coalition conclu entre le CDU (Chrétien Démocrates) et le SPD (Social démocrates) "**L'Allemagne peut revenir une locomotive que le monde admire**"

La réduction des émissions à effet de serre et les objectifs climatiques ne sont plus **une priorité pour l'Allemagne**. Le chancelier Merz a une approche pragmatique sur ces questions et souhaite aligner la politique énergétique sur " l'accessibilité économique, l'efficacité des coûts et la sécurité de l'approvisionnement". Comme promis pendant la campagne électorale, une nouvelle politique migratoire plus stricte est envisagée

"Nous avons permis trop d'immigration incontrôlée et trop peu d'immigration qualifiée sur notre marché du travail" a déclaré Friedrich Merz. Le chancelier a assuré que l'Allemagne resterait un pays d'immigration, mais avec plus de contrôles, de refoulements et de rapatriements. Les renforcements des contrôles aux frontières seront mis en place et le regroupement familial est suspendu pendant 2 ans.

Source : *Tout l'Europe* du 16 mai 2025



Union Européenne et Israël : *Quel accord d'association ?*

Signé en 1995 et entré en vigueur en 2000, cet **accord politique** permet le libre-échange dans les secteurs industriel et agricole. Si l'UE avait soutenu le droit d'Israël de frapper le Hamas après les tueries du 7 octobre 2023 qui ont fait près de **1 200 morts** et **252 otages** dont **58 sont toujours retenus**, du fait de l'intensification des offensives de l'armée israélienne dans la bande de Gaza, marquées par de nombreuses violations du droit international et du blocus interdisant toute aide humanitaire à la population, le **20 mai 2025**, lors de la réunion du Conseil des Affaires étrangères, Mme Kaja Kallas la haute représentante de l'UE pour la politique étrangère et la sécurité a déclaré **" Il existe une forte majorité en faveur du réexamen de notre accord d'association avec Israël "** dix-sept Etats membres se sont prononcés pour cette révision.

Si le porte-parole de l'Etat hébreu a réagi en jugeant la position européenne **"une incompréhension totale de la réalité complexe à laquelle Israël est confronté"**, le ministre français de l'Europe et des Affaires étrangères Jean -Noël Barrot a appelé à trouver des solutions pour Gaza qui est devenu **"un mouvoir pour ne pas dire un cimetière"**. L'article 2 de l'accord prévoit que les relations entre l'UE et Israël reposent sur **"le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques"** or depuis 2001 et les gouvernements d'Ariel Sharon puis de Benyamin Nétanyahou en intensifiant l'appropriation des terres en Cisjordanie et massacrant le peuple palestinien à Gaza, ces engagements n'ont jamais été tenus. C'est pourquoi à l'initiative des Pays bas et de la France de réexaminer l'accord d'association entre l'UE et Israël **"Une fois qu'il est établi qu'une violation est manifeste, il existe une possibilité de suspension"**.

L'UE est le premier partenaire commercial d'Israël (24% des exportations et 31% des importations d'Israël en 2022). Dans le cadre de la politique de voisinage de l'UE pour de bonnes relations politiques et économiques avec les voisins de Etat membres, Israël est inclus dans le partenariat **Euromed** destiné aux pays du pourtour méditerranéen et l'Etat hébreu fait partie du programmes **Erasmus +** qui permet aux jeunes d'effectuer des mobilités entre l'Europe et Israël. Dans le domaine scientifique, la coopération permet à

Israël de participer au programme **Horizon Europe** pour l'innovation et la recherche doté de plus de **95 milliards d'€** pour la période 2021-2027. Aux côtés des 27 Etats membres, de la Palestine et de 14 autres pays, Israël est membre de l'Union pour la Méditerranée. La date du 20 mai 2025 marque un tournant dans les relations diplomatiques entre l'UE et Israël.

Source : *Tout l'Europe du 22 mai 202*

